

Mode : les marques éthiques se mobilisent pour l'environnement

Plus de 150 marques éthiques de mode s'inquiètent du dérèglement climatique, provoqué notamment par le secteur textile. Dans une tribune, elles appellent, via la loi anti-gaspillage, à augmenter l'écotaxe sur les déchets textiles afin de réduire les volumes fabriqués par les géants du secteur.



Des marques engagées, les jeans 1083, Loom ou Good Fabric appellent à renforcer la lutte pour protéger l'environnement. (1083)

Par **Dominique Chapuis**

Publié le 7 juil. 2021 à 9:40 Mis à jour le 7 juil. 2021 à 17:39

Les jeunes marques éthiques sonnent l'heure de la révolte. Dans une tribune publiée mercredi dans « Le Monde », 150 griffes - comme Anarres, Le T-shirt français, Basanne, Chaussettes Orphelines ou Good Fabric - appellent à renforcer la lutte pour protéger l'environnement.

Soutenues par leurs aînées, comme les jeans 1083, des industriels ou des ONG, elles demandent que les marques textiles soient « plus régulées » afin d'éviter une catastrophe écologique. Un thème auquel les consommateurs sont de plus en plus sensibles.

Agir à la source

Les efforts engagés jusque-là, notamment par les géants du secteur, sont sans effet à leurs yeux. « Nous avons envie de croire que les choses avancent, mais ce n'est pas le cas », se désole la cofondatrice de Loom, Julia Faure. « Dans le cadre du [Fashion Pact](#), où les grandes marques mondiales se sont dites prêtes à agir, il y a des propositions, comme changer les ampoules des magasins et des bureaux pour de la basse consommation, et utiliser des matières éco responsables. Ce n'est pas comme ça qu'on va réduire la production de gaz à effet de serre », affirme-t-elle.

Pour ces marques engagées, il faut agir à la source. Car les émissions de CO2 sont, avant tout, liées à la fabrication de vêtements (filatures, tissages...) et, en particulier, à l'énergie utilisée pour faire tourner les machines. Et ce chez des sous-traitants le plus souvent « délocalisés à l'autre bout du monde, dans des usines qui tournent au gaz ou au charbon », dénonce la lettre ouverte. « Or les volumes continuent d'augmenter, on le voit car toutes nos marques sont en croissance », constate Julia Faure.

Augmenter l'écocontribution

Le collectif pointe du doigt les géants de l'habillement, Primark, Boohoo, Forever 21, H & M et Zara, accusés de faire toujours plus. « Quand nous ralentissons le rythme de nos collections, afin de moins pousser à la consommation, d'autres marques renouvellent les leurs toujours plus rapidement, nous prenant ainsi des parts de marché. C'est indéniable : il y a aujourd'hui un avantage économique à produire de manière irresponsable », souligne la tribune.

Pour renverser la vapeur et faire leur part dans [la lutte contre le dérèglement climatique](#), il faut alourdir les taxes, estiment ces labels militants. Dans le cadre de la loi anti-gaspillage, elles proposent d'augmenter l'écocontribution, reversée par les marques et les distributeurs pour financer la collecte et le tri des invendus.

Aujourd'hui, de 0,06 euro par vêtement, son montant pourrait passer à 5 euros en 2025, « pour les marques ayant les plus mauvaises pratiques ». Et ce en l'indexant sur les émissions de gaz à effet de serre, « dont 70 % proviennent de la phase industrielle, les matières premières représentant à peine 30 % ». Beaucoup plus dissuasif pour les groupes qui manient de gros volumes.

Au lieu de production lointaine, en Asie, ces mesures pourraient aussi favoriser [la relocalisation](#) de l'industrie en Europe, en France, mais aussi en Espagne, en Italie ou au

Portugal, « des pays mieux disant socialement, et qui utilisent une énergie moins carbonée », souligne Julia Faure. La plupart de ces jeunes marques ont une fabrication de proximité. « Il n'est pas courant que des entreprises demandent qu'on les régule. Mais devant l'urgence environnementale, nous n'avons plus le choix », conclut leur tribune.